

## DÉCISIONS DE JUSTICE

# Les pénalités de retard applicables aux institutions publiques

**Les décisions de justice concernant le paiement des pénalités de retard seront désormais applicables aux institutions publiques grâce au nouveau code de procédure civile et administrative qui entrera en application dès le 25 avril prochain.**

**Lyès Menacer – Alger (Le Soir)** – C'est ce qu'a déclaré M<sup>e</sup> Ahmed Mahmoudi, vice-président de la Chambre nationale des huissiers de justice, lors d'une rencontre organisée hier matin au forum du quotidien *El Moudjahid*. Le décret exécutif, concernant cette nouvelle loi, a été publié il y a quinze jours, ajoute le conférencier, qui qualifie une telle décision d'avancée historique dans le domaine de la justice en Algérie.

Il estime que la responsabilité de la mise en exécution de la décision de justice ne sera pas que du ressort de l'huissier de justice mais aussi des responsables concernés au

sein des entreprises et institutions publiques.

M<sup>e</sup> Mahmoudi s'est longuement attardé sur les difficultés que rencontrent ses confrères pour faire exécuter les décisions de justice qui touchent directement à l'argent du Trésor public.

«A chaque fois, les huissiers de justice se heurtent à d'innombrables obstacles», dit-il, mettant aussi l'accent sur le non-respect des délais par les responsables des administrations publiques.

Pourtant, la loi est claire, mais son application est soumise à une logique bureaucratique, qui crée de nombreux désagréments aussi bien pour



Une décision qualifiée d'historique dans le domaine de la justice en Algérie.

l'huissier de justice que pour les citoyens qui attendent durant de longues

périodes leur dû. Le plus dur est d'appliquer les décisions de justice prises

à l'encontre de la trésorerie publique, qui ne répond pas favorablement à la

demande des huissiers de justice, ajoute l'invité du forum d'*El Moudjahid*.

Avec l'entrée en vigueur du nouveau code de procédure pénale et administrative à la fin du mois d'avril prochain, les huissiers de justice espèrent que les choses s'amélioreront aussi bien pour eux que pour les citoyens. Interrogé sur le nombre de d'huissiers de justice emprisonnés ou radiés de la corporation, M<sup>e</sup> Mahmoudi parlera d'une dizaine, sans donner plus de précisions.

Actuellement, il y a plus de 1 200 huissiers de justice en activité à travers le territoire national.

Les huissiers de justice peuvent assumer, en outre, la mission de médiateur, introduite dans le cadre de la réforme du système judiciaire en Algérie.

L. M.

## DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

## Vers des réductions fiscales pour les entreprises intéressées

**Des réductions fiscales, voire des exonérations d'impôt, sont envisagées pour les petites et moyennes entreprises qui s'impliqueront dans le développement de l'économie numérique à l'horizon 2013.**

**Chérif Bennaceur – Alger (Le Soir)** - La maturation du projet de stratégie e-Algérie 2013, visant le développement de la société de l'information, s'est poursuivie hier à l'hôtel El-Aurassi, lors d'un séminaire international sur la gouvernance électronique.

Organisé sous l'égide du ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, Hamid Bessalah, ce séminaire a abordé, lors de

séances plénières et en ateliers, le développement de la gouvernance électronique. Ou comment rapprocher le citoyen et les entreprises de l'administration, en offrant des services en ligne, pour lesquels plus de 400 actions sont développées.

Des services en ligne qui couvrent notamment la santé (télémédecine...), l'éducation (enseignement scolaire et universitaire par les TIC) et l'administration locale (accès aux services

communaux...). A charge, cependant, comme le ministre Bessalah n'a pas manqué de le relever, de notamment permettre au citoyen un accès meilleur à ces technologies, d'améliorer les infrastructures Internet, la qualité du débit restant encore insuffisante,

de renforcer les compétences et de promouvoir l'industrie du contenu numérique.

A ce propos, l'hôte du séminaire a évoqué, outre la promotion du partenariat public-privé, des mesures incitatives et de soutien aux petites et moyennes

entreprises qui s'impliqueront dans le développement de l'économie numérique.

En ce sens, et même si Hamid Bessalah a été avare en explications, des réductions fiscales, voire des exonérations d'impôt, sont envisagées, des

propositions en ce sens ayant été soumises à l'aval gouvernemental.

Egalement, il est question d'obliger les entreprises publiques à faciliter et élargir l'accès des entreprises nationales, dont les PME, vers leurs contenus.

C. B.

## E-GOUVERNANCE LOCALE

### En attendant la signature électronique unique

Un projet de gouvernance électronique au niveau local a été expérimenté dans la commune de Hydra (à Alger), choisie comme commune pilote. Impulsé sous l'égide du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, ce projet vise, par le biais de services en ligne, à informer les citoyens en matière de procédures de construction par exemple, et leur faciliter l'accès aux documents d'état-civil également. Après la commune de

Hydra, où tout est fin prêt, c'est à Bab-El-Oued que ce projet sera expérimenté. Cela étant, le développement de la e-gouvernance locale attend le coup de starter. Comme il reste lié à la mise à niveau du cadre juridique, concernant notamment la définition de l'identité ou signature électronique unique, la protection et la confidentialité des données personnelles étant de mise.

C. B.

## GARANTIE DE CRÉDIT AUX PME

## Près de 9 milliards de dinars accordés à la fin 2008

**Trois cent vingt-neuf garanties de crédit aux petites et moyennes entreprises ont été accordées à la fin 2008 pour un volume de l'ordre de 9 milliards de dinars (8,765 milliards de dinars).**

Selon les statistiques qu'il a communiquées hier, le Fonds de garantie des crédits aux PME (Fgar) a accordé 203 garanties directement pour près de 3,9 milliards de dinars et

126 garanties conjointement avec le programme euro-méditerranéen Meda (pour 4,9 milliards de dinars environ).

Cela sur la base d'un coût global des projets de

40,4 milliards de dinars et d'un montant total des crédits sollicités de 23,6 milliards de dinars.

Ainsi, ces garanties permettent la création de 19 374 emplois dont 8 157 par la garantie Fgar, soit une garantie par emploi de 452 460.

Quant à la répartition par nature de projet, le

Fgar fait état de l'octroi de 145 garanties pour la création et de 184 pour l'extension.

Par région, les données du Fgar font ressortir la prédominance de la capitale avec 92 garanties accordées pour un volume de 2,375 milliards de dinars, suivie de la ville de Tizi-Ouzou avec

27 garanties octroyées pour un montant de plus de 586 millions de dinars.

A Constantine, douze projets ont été garantis pour 554,9 millions de dinars tandis qu'à Oran, 17 projets l'ont été pour 490,9 millions de dinars et qu'à Ghardaïa, seuls trois projets en ont bénéficié pour 112,47 millions de

dinars. Par type d'activité, les garanties du Fgar couvrent principalement l'agroalimentaire et les travaux publics où 69 et 55 dossiers ont été respectivement couverts pour des montants respectifs de 2,04 milliards de dinars et 1,121 milliard de dinars.

C. B.